



NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/5401/Add.1  
12 mars 1963  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Dix-huitième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

RENSEIGNEMENTS POLITIQUES ET CONSTITUTIONNELS SUR LES TERRITOIRES  
D'AFRIQUE ET LES TERRITOIRES ADJACENTS SOUS ADMINISTRATION DU  
ROYAUME-UNI

Note du Secrétaire général

GAMBIE

Conformément à la déclaration du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en date du 27 septembre 1961, le Gouvernement du Royaume-Uni a communiqué au Secrétaire général les renseignements politiques et constitutionnels suivants sur le territoire de la Gambie.

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre ci-après à l'Assemblée générale, pour sa dix-huitième session, les renseignements en question, qu'il a reçus le 26 février 1963<sup>1/</sup>.

---

<sup>1/</sup> Conformément à la résolution 1700 (XVI), adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 1961, ces renseignements sont également communiqués au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

## GAMBIE

### POPULATION

1. La Gambie est une bande de terre d'une superficie de 4 000 milles carrés, qui s'étend sur les deux rives de la Gambie, en Afrique occidentale. D'après les dernières estimations, elle compte 286 400 habitants, tous africains, à l'exception de quelques centaines d'Européens, de Syriens et de Libanais.

### CONSTITUTION

2. La Constitution actuelle de la Gambie, qui date d'avril 1962, a été élaborée au cours de discussions entre le Gouvernement britannique et des représentants de la population locale. Avant 1960, la Constitution prévoyait un Conseil exécutif, composé de cinq membres fonctionnaires et d'au moins six membres nommés, et un Conseil législatif, composé du Gouverneur, qui le présidait, du Speaker, de quatre membres fonctionnaires, de trois membres non fonctionnaires nommés et de 14 membres élus. A la suite de la conférence constitutionnelle tenue en 1959, le nombre des membres élus du Conseil législatif a été porté à 27 en 1960, et des élections directes ont eu lieu pour la première fois dans tout le territoire. Le Conseil exécutif a été réorganisé de manière à compter un plus grand nombre de membres élus de la Chambre des représentants, avec rang de ministre. Depuis 1961, le Ministre principal (Chief Minister) de la Gambie est chargé de coordonner l'ensemble des activités ministérielles.

3. Les traits essentiels de la Constitution actuelle sont les suivants :

#### 4. Le Gouverneur

Le Gouverneur (à l'heure actuelle sir John Paul) est le représentant de la Reine et le chef de l'administration. En tant que tel, il est tenu de consulter le Conseil exécutif et il suit normalement ses avis, bien qu'il ait le droit de ne pas le faire dans certaines circonstances spéciales. L'approbation du Gouverneur est requise pour les lois votées par la Chambre des représentants; elle est normalement donnée.

#### 5. Le Conseil exécutif

Le Conseil exécutif est le principal organe exécutif du territoire. Il est présidé par le Gouverneur et se compose des membres suivants :

M. D. K. Jawara .....	Premier Ministre
M. Sherif S. Sisay .....	Ministre des finances
M. Paul L. Baldeh .....	Ministre de l'éducation
M. Sherif Mustapha Dibba .....	Ministre de l'administration locale et des terres
M. A. B. N'Jie, M. B. E., J. P. ....	Ministre des travaux et des services
M. Musa Darbo .....	Ministre de l'agriculture et des ressources naturelles
M. J. L. B. Daffeh .....	Ministre de la santé
M. Yusupha Samba .....	Ministre du travail et de la protection sociale
M. Seyfu Omar M'Baki .....	Ministre des communications

Tous les ministres sont autochtones. L'Attorney General, M. H. S. S. Few, (membre fonctionnaire) assiste aux séances avec voix consultative.

#### 6. La Chambre des représentants

Le corps législatif de la Gambie ne comprend qu'une Chambre : la Chambre des représentants, présidée par le Speaker (M. A. S. Jack). La Chambre des représentants légifère sur tous les aspects des affaires intérieures du territoire; elle en contrôle le budget. Elle comprend trente-six membres élus (dont quatre grands chefs, élus par l'Assemblée des Chefs) et deux membres nommés. Tous les membres du Conseil exécutif siègent à la Chambre des représentants.

#### REGIME ELECTORAL

7. Les dernières élections à la Chambre des représentants ont eu lieu en mai 1962 (avec la participation de 72 p. 100 des électeurs). Trente-deux membres ont été élus au scrutin uninominal, au suffrage universel des adultes, et quatre ont été élus par les Chefs réunis en Assemblée. Les résultats des élections ont été les suivants :

<u>People's Progressive Party</u> .....	18
<u>United Party</u> et alliés .....	13
<u>Democratic Congress Alliance</u> .....	1

Le chef du People's Progressive Party (M. D. K. Jawara), étant le chef du parti appuyé par la majorité des membres de la Chambre, a été nommé premier ministre.

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

8. Il existe deux systèmes judiciaires distincts en Gambie : celui de la Colonie (c'est-à-dire Bathurst et le district environnant), qui comprend une Cour suprême, deux Magistrates' Courts et une Chambre des requêtes, et celui du Protectorat (le reste du territoire), qui se compose de la Haute-Cour, des tribunaux inférieurs et des tribunaux de district. La Cour suprême de la Colonie et la Haute-Cour du Protectorat sont également présidées par le Chief Justice of the Gambia. L'appel des jugements rendus par la Cour suprême ou la Haute-Cour est porté devant la Cour d'appel de la Gambie. En outre, un tribunal musulman connaît des affaires qui ne concernent que des musulmans du territoire.

#### ADMINISTRATION LOCALE

9. Bathurst possède un conseil municipal qui se compose de quinze membres élus, de quatre membres nommés et d'un membre fonctionnaire. Ses attributions couvrent le champ normal de l'administration locale : éclairage des rues, surveillance des marchés, service des égouts et de la voirie, etc. Ses recettes proviennent d'une taxe sur les locaux privés, commerciaux et publics, dont la valeur locative est évaluée chaque année, de taxes sur les marchés, de diverses subventions publiques et de l'octroi perçu sur le vin de palme. La ville voisine de Kombo St. Mary a un conseil, doté de pouvoirs analogues, qui comprend vingt membres élus, six membres nommés et un membre fonctionnaire. Le reste du territoire est réparti entre trente-cinq district authorities. Celles-ci sont chargées du maintien de l'ordre; elles peuvent prendre des règlements et des arrêtés dans des matières très diverses. Ces dernières années, les districts ont été réunis en six groupes, dont chacun possède une trésorerie centrale; le Gouvernement de la Gambie est en train d'établir six conseils de région (deux ont été créés en 1961) sur la base de ces trésoreries. Les conseils de région seront composés en partie de chefs et en partie de membres élus au suffrage universel des adultes; ils assumeront progressivement les tâches d'exécution (relatives au développement économique et à la fourniture de services) des diverses autorités de district, en laissant aux Chefs et leurs conseillers leurs attributions actuelles en matière de police et de justice.

/...

#### FONCTION PUBLIQUE

10. Une Commission de la fonction publique, composée d'un président non fonctionnaire et de cinq autres membres gambiens, est chargée de donner des avis sur les nominations, les promotions, etc. Un grand nombre des postes supérieurs de l'Administration sont occupés par des Gambiens, et notamment les suivants : secrétaire adjoint aux finances, chef de la comptabilité, receveur des douanes, conservateur des actes de l'état civil, greffier de la Cour suprême, greffier des tribunaux et directeur du service médical.

#### EVOLUTION RECENTE

11. A la suite d'une demande présentée conjointement par le Gouvernement sénégalais et le Gouvernement du Royaume-Uni, le Secrétaire général des Nations Unies a accepté d'envoyer, au titre de l'assistance technique, une équipe d'experts chargés d'étudier les possibilités d'une association entre la Gambie et le Sénégal. Lorsqu'il aura reçu le rapport des experts, le Gouvernement de la Gambie compte entamer des négociations avec le Gouvernement du Sénégal. Le Premier Ministre de la Gambie a été informé que, si le rapport des experts permet de dégager une base satisfaisante pour une association entre les deux pays, le Gouvernement de Sa Majesté sera disposé à accorder l'indépendance à la Gambie, de manière à ce qu'elle puisse conclure en toute souveraineté les accords nécessaires avec le Sénégal.

-----